

ARRÊTÉ n° 509/ 2025

TRAVAUX AMENAGEMENT PLACE ERNEST COGNACQ

Le Maire de MARANS,

- . VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2211-1 et suivants,
- . VU le Code de la Route,
- . VU l'Arrêté Municipal 280/16 du 10 novembre 2016, plan de circulation,
- . VU l'Arrêté Municipal 077/07 du 10 mai 2007, règlement municipal de voirie,
- . VU la demande formulée par l'entreprise **CHARIER TP SUD 2 Chemin de la Chare 17300 Rochefort** afin de réaliser des travaux d'hydro décapage de l'enrobé Place Ernest Cognacq, pour le compte de la ville de Marans.
- . VU l'accord de la ville de Marans.
- . **CONSIDERANT** qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer le bon déroulement de ces travaux en toute sécurité.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise **CHARIER TP SUD** est autorisée à occuper temporairement l'espace public à compter du lundi 08 décembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025 :

- Le stationnement sera interdit sur l'ensemble de la Place Ernest Cognacq hormis pour les véhicules nécessaires aux travaux.

ARTICLE 2 : Le stationnement rue madame LENFANT sera interdit afin de permettre l'accès des camions de chantier

ARTICLE 3 : Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

ARTICLE 4 : Le demandeur se chargera de la mise en place de la signalisation réglementaire et nécessaire à l'exécution du présent arrêté ainsi que de l'information des riverains.

ARTICLE 5 : Les véhicules stationnés malgré les interdictions seront verbalisés pour stationnement gênant et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 6 : La voirie ne devra pas être salie ou le nettoyage de celle-ci sera quotidien. Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous débris et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à ses frais, après avis donné 15 jours à l'avance à la mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

ARTICLE 7 : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 8 : Les travaux ainsi que les dépôts de matériaux devront être signalés de jour comme de nuit et être installés de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au nettoyage des caniveaux, ni au libre accès aux immeubles riverains et bouches d'incendie.

ARRÊTÉ n° 509/ 2025

ARTICLE 9 : Sans préjudice de la révocation de l'autorisation Le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées ou s'il porte atteinte à la libre circulation sur la voie publique en dehors des dispositions prévues aux articles 1 et 2 (infraction de 4^{ème} classe NATINF 34557).

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'urbanisme et ne dispense pas de demander celle-ci.

ARTICLE 12 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par le règlement général de voirie.

ARTICLE 13 : Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de MARANS, Monsieur le Directeur Général des Services, Messieurs les Agents de la Police Municipale, **l'entreprise CHARIER TP SUD**, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 14 : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- ◆ Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Marans,
- ◆ Monsieur le Directeur Général des Services,
- ◆ Messieurs les Agents de la Police Municipale,
- ◆ La société CYCLAD : M. ROUGERG ☎ :06.23.31.57.10 @ : collecte.surgeres@cyclad.org
- ◆ communication@cyclad.org
- ◆ L'entreprise Brangeon : Olivier.Gilardeau@brangeon.fr
- ◆ L'entreprise CHARIER TP SUD fabrice.yvernogeu@charier.fr
- ◆ Les services du SDIS : operationnel-ouest@sdis17.fr
- ◆ École Jules Ferry ce.0170791t@ac-poitiers.fr
- ◆ Collège Marie-Eustelle direction.college@marie-eustelle.fr

HÔTEL DE VILLE DE MARANS, 3 décembre 2025

LE MAIRE

- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Le Maire,

